

## LES PRÉSIDENTS DE LA 5<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE EN ISRAËL

Président	Élection	En Israël
Charles de Gaulle	8 janvier 1959	-
Georges Pompidou	15 juin 1969	-
Valéry Giscard d'Estaing	27 mai 1974	-
François Mitterrand	10 mai 1981	3 mars 1982 (retour en 1992)
Jacques Chirac	7 mai 1995	22 octobre 1996
Nicolas Sarkozy	6 mai 2007	7 juin 2008
François Hollande	6 mai 2012	16 novembre 2013
Emmanuel Macron	7 mai 2017	2020 ?

22 octobre 1985 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE 12225

PAYS	GENRE grammatical	CAPITALES	PAYS	GENRE grammatical	CAPITALES
Côte d'Ivoire (la).....	Féminin	Abidjan. La Havane.	caïnes (la).....		Bangui.
Cuba.....			République démocratique allemande (la)...		Berlin.
Danemark (le).....	Masculin	Copenhague. Djibouti.	République de Corée (la).....		Séoul.
Djibouti.....			République populaire		
Dominique (la).....	Féminin	Roseau. Le Caire.			
Egypte (l').....					
Irlande (l').....	Féminin	Dublin.	Saint-Thomas et Prince	Masculin	Saint-Thomas.
Islande (l').....	Féminin	Reykjavik.	Sénégal (le).....	Féminin	Dakar.
Israël.....	Masculin	Tel-Aviv.	Seychelles (les).....		Victoria.
Italie (l').....	Féminin	Rome.	Sierra Léone (la).....		Freetown.
Jamaïque (la).....			Kingston.		

*1985 – Arrêté signé par Roland Dumas et Jean-Pierre Chevènement  
Deux erreurs : Berlin-Est, Tel-Aviv*

25 janvier 1994 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE 1291

PAYS			CAPITALE		VARIANTES
Nom usuel du pays	(genre)	Nom entier développé	Habitant(s)	Ou siège du gouvernement	
Islande (l').	féminin	République d'Islande (la).	Islandais. Islandaise(s).	Reykjavik.	
Israël.	masculin	Etat d'Israël (l').	Israélien(s). Israélienne(s).	Tel-Aviv.	Telavivien(s). Telavivienne(s).
Italie (l').	féminin	République italienne (la).	Italien(s). Italienne(s).	Rome.	Romain(s). Romaine(s).

*1993 – Arrêté signé par Alain Juppé et François Bayrou  
Berlin n'y figure plus (Allemagne réunifiée)*



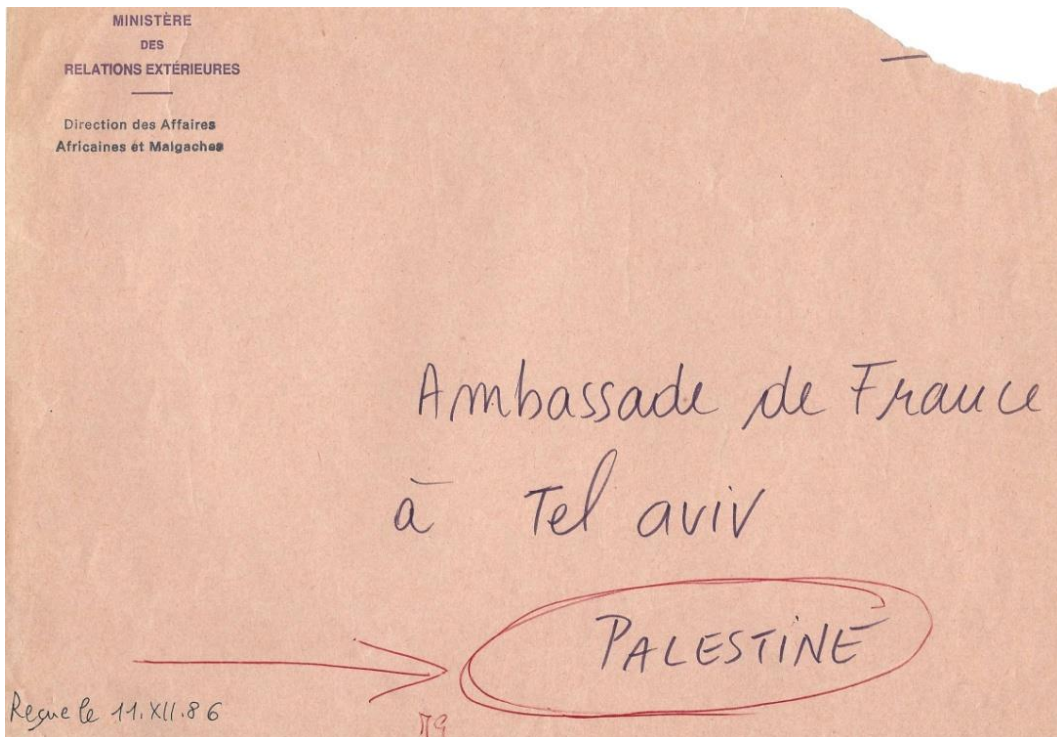
Beersheva a été conquise en octobre 1948 par un commando de la Haganah que dirigeait le Français Thadée Diffre, officier catholique, compagnon de la Libération. Occupé en 1967 et annexé en 1981 le territoire du Golan syrien et les fermes de Chebaa (disputées entre la Syrie et le Liban) ne figurent pas sur cette carte.

Q. — Mon Général, quelles devraient être, à votre avis, les bases de règlement du conflit qui oppose Israélites et Arabes en Palestine<sup>1</sup>?

R. — Monsieur, je crois que les bases de ce règlement sont en train de se décider par les armes. Je constate qu'il est désormais bien difficile de refuser aux Juifs le Negeb qu'ils ont pris ou la Galilée dont ils se sont emparés. Je serais fort étonné qu'en définitive Jérusalem ne fit pas partie de leur État, à la condition qu'il y ait pour Jérusalem un régime international qui assure les droits de la chrétienté.

Le reste, ce sont des questions d'occasion, d'opportunité.

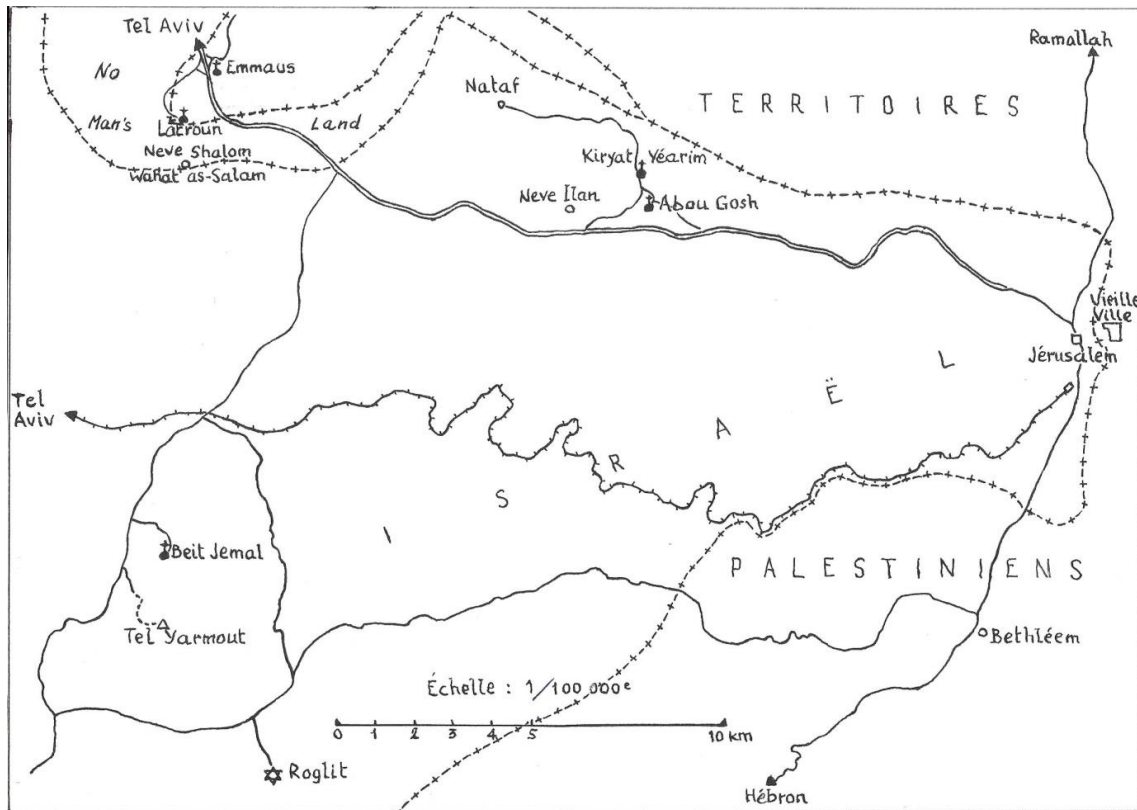
*Propos tenus par le général de Gaulle à sa conférence de presse du 17 novembre 1948*



*Certains, au Quai d'Orsay, ont franchi un pas supplémentaire :  
à défaut d'obtenir Jérusalem pour les Palestiniens, on les installe à Tel Aviv.*



## ABOU GOSH



Note du Quai d'Orsay pour un nouveau consul général – 17 février 1958

Pour des raisons d'ordre purement pratique, une légère dérogation a été apportée au principe, en rattachant à votre circonscription deux villages israéliens (Abu Gosh et Neve-Ilan), très proche de Jérusalem mais ne faisant pas partie de la zone internationale.

Situation anormale faite au village arabe d'**Abou Gosh** situé en territoire israélien non contesté à une quinzaine de kilomètres de Jérusalem et qui abrite des monastères bénédictins autour d'une superbe église des croisés. Les « raisons d'ordre purement pratique » avancées (état des routes, gouvernement israélien à Tel Aviv, kibboutz français de Neve Ilan), ayant depuis longtemps disparu, la « légère dérogation » décidée à l'indépendance n'a plus aucune raison d'être.

À Abou Gosh le 11 janvier 2000, le président Weizman se rend au monastère : domaine national français en territoire israélien, aucun représentant de la République n'est présent pour l'accueillir :

- l'ambassadeur en Israël n'est pas admis à représenter son gouvernement
- le consul général à Jérusalem n'est pas reconnu par les autorités locales.

Constatant le désaccord entre ambassadeur et consul général, le président Sarkozy décida en juin 2008 de se rendre seul au monastère, sans collaborateur ou journaliste.

6) ===ZONE DENUCLEARISEE DU MOYEN-ORIENT===

LA POSITION D'ISRAEL SUR CETTE QUESTION ETAIT BIEN CONNUE DEPUIS 1980 : TEL AVIV AVAIT ALORS PROPOSE DEVANT L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES DE CREER UNE ZONE LIBRE D'ARMES NUCLEAIRES AU MOYEN-ORIENT FONDEE SUR UNE NEGOCIATION DIRECTE ENTRE LES ETATS DE LA REGION. C'EST DANS CET ESPRIT QU'ISRAEL REITERAIT SES DECLARATIONS DE RENONCEMENT A L'INTRODUCTION EN PREMIER D'ARMES NUCLEAIRES DANS LA ZONE. EN OUTRE, TEL AVIV SE FELICITAIT DES INITIATIVES PRISES EN CE SENS EN AMERIQUE LATINE ET DANS LE PACIFIQUE SUD. EN TOUTE HYPOTHESE, ISRAEL APPORTERAIT SON CONCOURS ACTIF AU SECRETAIRE GENERAL, QUI AVAIT ETE CHARGE DE REDIGER, AVEC L'AIDE D'EXPERTS, UNE ETUDE SUR L'ETABLISSEMENT D'UNE ZONE DENUCLEARISEE AU MOYEN-ORIENT CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 43/65.

*Démarche à Tel Aviv : auprès de qui ?  
Président, gouvernement (excepté le ministre de la Défense),  
Parlement, sont à Jérusalem.*

I.-

L I B A N

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU QUAI D'ORSAY  
A L'ISSUE DE L'AUDITION DU MINISTRE D'ETAT PAR LA  
COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

=====  
(Le 18 octobre 1989)

M. Roland DUMAS a évoqué la réunion de Taef en souhaitant son plein succès.

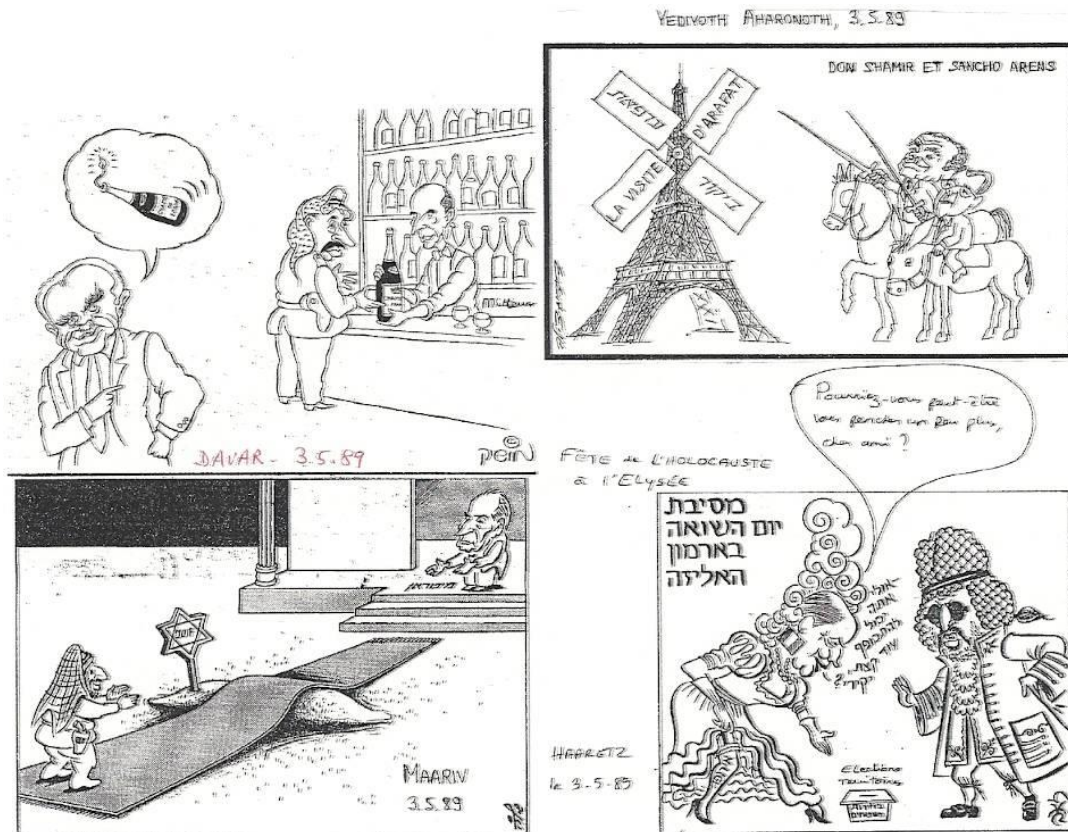
La réunion doit aboutir à un accord, incluant le départ des troupes étrangères du Liban. Sans constituer un préalable, ce départ doit être l'aboutissement du processus de paix engagé.

La France est intervenue en ce sens à Beyrouth, à Damas et Tel Aviv dans la ligne des initiatives diplomatiques qu'elle a prises en avril et en aout.

Sollicitée par les uns et par les autres, la France veut faciliter la réalisation d'un accord mais non se substituer au négociateurs eux-mêmes, à commencer par les Libanais./.

*Position israélienne telle que rapportée  
par notre Représentation permanente aux Nations Unies*

## YASSER ARAFAT À PARIS



Visite de Yasser Arafat à l'Élysée, 2 mai 1989 - caricatures de la presse israélienne Shamir, Premier ministre ; Arens, ministre des Affaires étrangères



Tel Aviv, front de mer – 4 mai 1989

Au fond, la tour de l'hôtel Sheraton – Devant, la chancellerie de l'ambassade. Je prononce, en hébreu, ma petite allocution. À cause de la visite de Yasser Arafat à Paris, l'assistance est clairsemée ; sur le banc réservé aux autorités israéliennes, un seul officier de grade subalterne est présent. (ma femme récupère notre petit-fils...)



## LA GUERRE DU GOLFE

2 août 1990 – 27 février 1991

*La menace des gaz ! Période dramatique à vivre pour les Israéliens. Retour de l'histoire pour ces femmes et ces hommes rescapés des camps de la mort et venus par la suite en Israël.*

*Elle fut aussi très difficile pour nos relations bilatérales.*

*Sur ce panneau, dressé dans une grande artère de Tel Aviv, la France est doublement visée :*

*- à juste titre sur le "lien" ; certains de nos dirigeants politiques avaient associé l'occupation des territoires palestiniens à l'invasion du Koweït, État souverain.*

*- faussement sur le "nucléaire", autrement plus menaçant que l'arme chimique (allemande) ou les missiles (soviétiques), mais toujours inexistant en Irak ; aucun élément ne provenait de nos entreprises.*

*Il s'agissait probablement d'un rappel du projet de centre de recherche Osirak, détruit par l'aviation israélienne en 1981 (Shimon Pérès me dit un jour qu'il doutait cependant de l'innocuité militaire de la production qui en sortirait).*

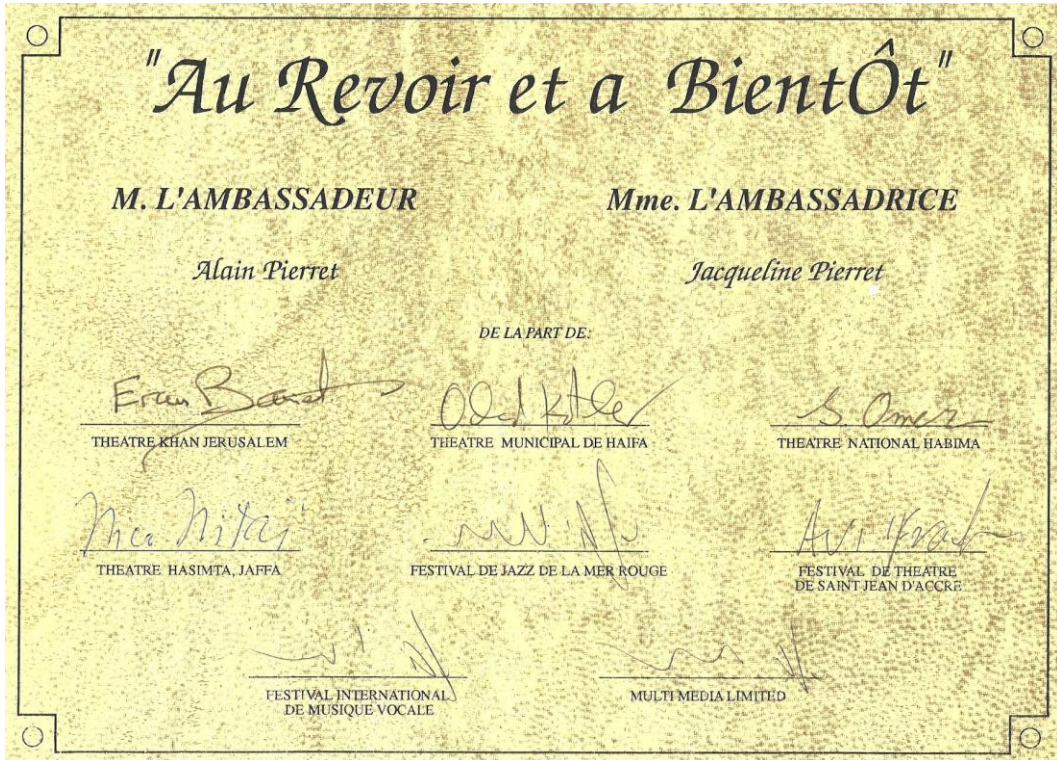


*Au premier plan, un agent de sécurité de l'ambassade*

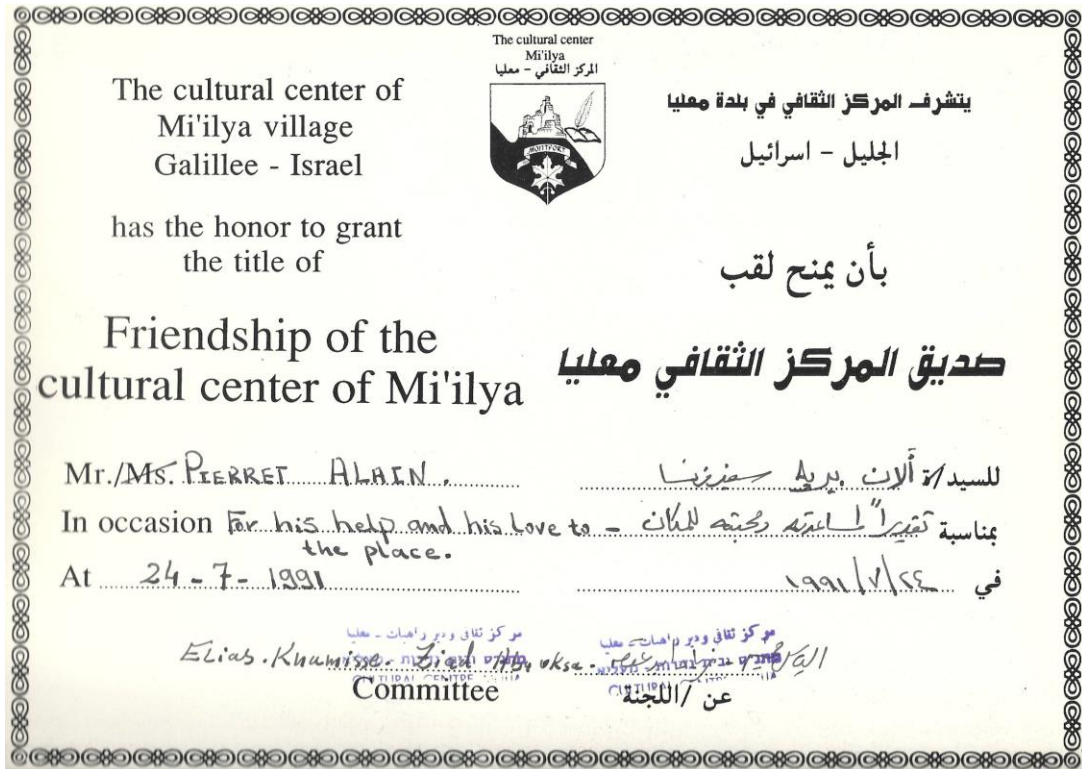
*Pendant cinq mois et demi, Israël fut totalement tenu à l'écart de nos gesticulations. L'Élysée dépêcha des missi dominici à travers le monde, sauf en Israël. Arafat fut particulièrement bien servi : à neuf reprises, d'éminentes personnalités politiques se sont précipitées à Tunis saluer celui qui se proclamait « dans la tranchée » avec Saddam Hussein.*

*Pendant toute cette période, Israël fut comme je l'écrivis « mis en quarantaine ». Pas un ministre, pas un politique, pas un diplomate ne se montra en Israël. L'ambassade ne reçut aucun message d'encouragement du Quai d'Orsay, de nos autorités. Faute d'antenne parabolique, refusée à Tel Aviv mais accordée aux ambassades arabes des pays voisins, nous avons bricolé une liaison avec l'hôtel Sheraton pour recevoir au moins la chaîne américaine CNN pendant l'opération Desert Storm.*

*Lorsque Roland Dumas fait réaliser un film sur « les ambassades dans la guerre », on voit celles de Téhéran ou d'Alger, Tel Aviv est oubliée.*



juillet 1991 - Théâtre Khan de Jérusalem (Eran Baniel)  
Réception culturelle et amicale



Témoignage de la communauté arabe de Mi'ilya (Haute-Galilée)



MINISTÈRE  
DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES  

---

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PARIS, le 4 mai 1999

Monsieur l'Ambassadeur,

Je vous remercie de m'avoir adressé votre livre sur les relations franco-irakienne.

Soyez assuré que je le lirai avec un grand intérêt dès que l'affaire du Kosovo me laissera quelques heures de tranquillité.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Hubert VÉDRINE

Monsieur Alain PIERRET

Ambassadeur en Israël 1986-1991 (DDB 1999)

*Les « relations franco-irakienne »  
(plus deux fautes en six lignes : frappe ? orthographe ?)  
On ne demande pas à un ministre de relire ce qu'il signe,  
mais davantage de bien choisir ses collaborateurs...*

Simone Veil



Une vie

Stock

Simone Veil

*Pour Alain et Jacqueline Picquet*

Une vie

*au cours de laquelle nous nous  
souvenons souvent certains portant  
le même regard sur la France  
et le siècle d'aujourd'hui  
avec nos fidèles amitiés*

*Simone Veil*

0-71020-145-5-878 19821

Stock